



## Conseil de l'UE sur la Jeunesse et le Travail



**Comment l'Union européenne peut-elle faciliter  
l'intégration des jeunes sur le marché du travail, tout  
en promouvant simultanément la mobilité, l'inclusion et  
l'innovation sociale ?**

**Commissaires:** Pauline CHIEZE, Lucia GANTCH GARCIA, Olivia MATEOS PEÑA

## SOMMAIRE:

<b>I) INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>II) TRAJECTOIRES HISTORIQUES ET DÉFIS CONTEMPORAINS.....</b>	<b>5</b>
A. Les origines des politiques européennes en matière de jeunesse et d'emploi.....	5
B. La consolidation des initiatives à la suite des crises économiques et sociales.....	7
C. Le rôle et les défis actuels du travail et de la jeunesse.....	8
<b>III) CONTEXTE POLITIQUE AU NIVEAU EUROPÉEN.....</b>	<b>10</b>
A Tensions fondamentales du débat politique.....	10
B Intérêts nationaux et politiques européennes.....	11
C Mesures de l'Union européenne à destination des États membres...	
12	
<b>IV) DYNAMIQUES STRATÉGIQUES POUR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS.....</b>	<b>14</b>
A. Défis démographiques et fracture générationnelle en Europe.....	14
B. Transition numérique et impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi des jeunes.....	17
<b>V) CONCLUSION.....</b>	<b>19</b>

## I) INTRODUCTION

Dans un monde en rapide mutation, il est d'une importance capitale que les jeunes puissent accéder au marché du travail. Le progrès de nos régions est étroitement lié à la participation active de la jeunesse européenne. Garantir aux jeunes la possibilité d'obtenir un emploi digne contribue simultanément à la stabilité économique, à la cohésion sociale et à la solidité démocratique de nos sociétés. En participant activement au marché du travail, les jeunes améliorent non seulement leur développement individuel, mais contribuent également à l'avancement collectif et au progrès du bien-être général des populations.

Depuis plusieurs années, l'Union européenne a mis en place diverses mesures, telles que la Garantie pour la jeunesse, Erasmus+ ou le Fonds social européen, qui ont favorisé la mobilité, la qualification professionnelle et la formation de milliers de jeunes dans différents États membres. Ces initiatives leur ont permis d'accéder à des opportunités les préparant aux exigences du marché du travail actuel. Toutefois, des obstacles importants subsistent : dans certaines régions, les taux de chômage des jeunes restent élevés et des inégalités ainsi que des disparités persistent dans l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle.

Face à cette situation, la Commission européenne a décidé de convoquer le Conseil européen du Travail et de la Jeunesse, un espace dédié à la coopération entre les États membres et à l'analyse des défis auxquels les jeunes sont confrontés dans le domaine de l'emploi. Ce Conseil permettra d'examiner en profondeur les difficultés les plus urgentes, de partager des expériences concluantes et d'élaborer des propositions communes favorisant l'inclusion, l'égalité des chances et la participation active des jeunes au développement économique et social.

Ce cadre vise à impulser une stratégie européenne plus solide en matière d'emploi des jeunes. À cette fin, il s'agira de promouvoir la mobilité au sein du continent, de garantir une intégration professionnelle plus équitable, de préparer les jeunes aux métiers émergents et d'encourager l'entrepreneuriat ainsi que l'innovation sociale en tant que piliers du progrès. Ces mesures contribueront non seulement au renforcement de la croissance économique, mais également à la consolidation de la cohésion sociale et à l'avancement vers une égalité des chances dans l'ensemble des régions européennes.

Consciente de la nécessité d'une stratégie coordonnée et de l'urgence d'agir, la Commission européenne appelle les États membres ainsi que les acteurs internationaux à collaborer à l'élaboration d'un plan commun. L'objectif est de parvenir, dans les plus brefs délais, à un accord large définissant des objectifs spécifiques, clairs et précis. Cela permettra de garantir à tous les jeunes d'Europe

l'accès à des emplois dignes, durables et inclusifs, contribuant ainsi à un avenir plus juste, équilibré et prospère pour l'ensemble du continent.

C'est dans cette perspective que la Commission européenne présentera, dans les prochains mois, un projet de directive visant à répondre à ces défis : comment l'Union européenne peut-elle faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail tout en promouvant la mobilité, l'inclusion et l'innovation sociale, en tenant compte de l'ensemble des défis actuels ?



## II) TRAJECTOIRES HISTORIQUES ET DÉFIS CONTEMPORAINS

### A. Les origines des politiques européennes en matière de jeunesse et d'emploi

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est entrée dans une période de profondes transformations sociales et politiques qui ont affecté directement la jeunesse de l'époque. Les gouvernements ont rapidement compris que l'avenir de leurs sociétés dépendait de l'éducation, de la participation et de l'intégration des jeunes dans la vie publique et professionnelle. Toutefois, tous les pays européens n'ont pas suivi la même trajectoire. En République démocratique allemande, par exemple, la *Freie Deutsche Jugend* (FDJ) a été fondée en 1946. Cette organisation est parvenue à regrouper la majorité des jeunes autour d'un modèle centralisé, étroitement lié à l'idéologie socialiste. À travers des activités scolaires, des camps et divers programmes, l'objectif était de former une « personnalité socialiste » engagée envers l'État. Bien que ce modèle ait connu un taux de participation très élevé (en 1987, plus de 80 % des moins de 18 ans en étaient membres), il a également montré ses limites, en privilégiant le contrôle au détriment de la liberté individuelle.



La chute du mur de Berlin en 1989 et la réunification allemande en 1990 ont marqué un tournant décisif, en particulier en Allemagne, où le travail de jeunesse a progressivement abandonné les modèles rigides hérités du passé pour s'orienter vers des approches plus participatives. Les pratiques mettant l'accent sur l'autonomie des jeunes, l'apprentissage entre pairs et la reconnaissance de la diversité des identités et des expressions culturelles se sont renforcées.

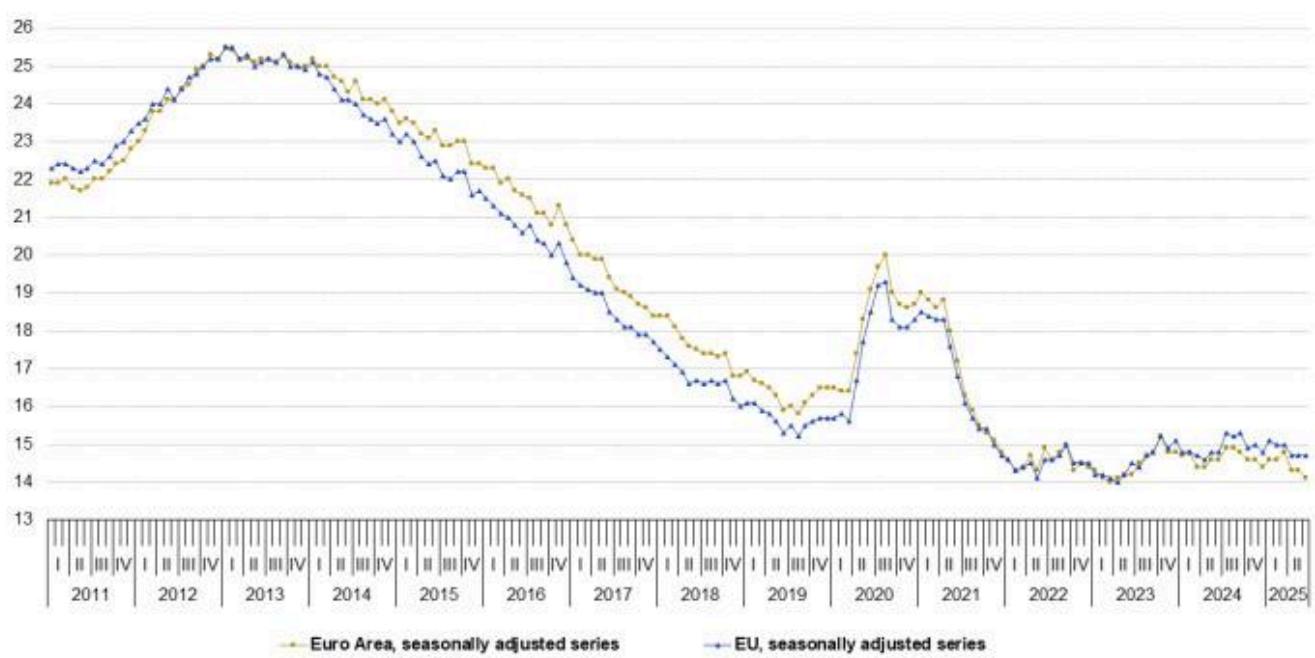
Cette évolution ne s'est toutefois pas limitée à l'Allemagne. Les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, la Finlande ainsi que le Royaume-Uni développaient déjà, depuis les années 1980, un travail de jeunesse plus ouvert, communautaire et de proximité, fondé sur l'idée de soutenir les jeunes dans leur propre développement personnel et social plutôt que de les encadrer de manière directive. De leur côté, des pays comme la France ou l'Espagne ont également adopté progressivement des

approches plus inclusives, en favorisant des espaces de participation locale, des centres de jeunesse et des programmes d'intégration sociale.

Parallèlement, l'Union européenne a assumé progressivement un rôle central dans le domaine des politiques de jeunesse. Le lancement du programme Erasmus en 1987 a ouvert de nouvelles perspectives en encourageant la mobilité académique et les échanges culturels entre les États membres. Quelques années plus tard, le programme *Jeunesse pour l'Europe*, lancé en 1992, est venu renforcer cette dynamique en promouvant la participation civique ainsi que l'acquisition de compétences sociales et professionnelles. Des pays comme l'Espagne, avec le Plan intégral pour la jeunesse de 1991, ou encore la France et l'Italie à travers des programmes similaires, ont adapté leurs stratégies nationales en cohérence avec les objectifs européens en matière de formation, d'emploi et d'intégration sociale.

Ce parcours historique met en lumière la transition progressive de modèles fondés sur le contrôle vers des politiques axées sur la liberté, la participation et la coopération transnationale. Dans cette perspective, ces premiers programmes européens ont posé les bases d'une vision commune visant à garantir à la jeunesse européenne de réelles opportunités de formation, de mobilité et d'emploi, des piliers essentiels du développement économique et de la cohésion démocratique de nos sociétés.

Youth unemployment rates, EU and EA, seasonally adjusted, January 2011  
- June 2025



## B. La consolidation des initiatives à la suite des crises économiques et sociales

Depuis les années 2000, la situation des jeunes sur le marché du travail est confrontée à de nouveaux défis. Les crises économiques et les transformations du marché de l'emploi ont considérablement affecté leurs perspectives professionnelles, rendant l'intégration des jeunes plus difficile dans plusieurs pays européens.

À la suite de la crise économique de 2008, le chômage des jeunes est rapidement devenu un problème majeur en Europe. En Espagne, par exemple, le taux de chômage des jeunes a dépassé les 55 % en 2013. D'autres pays du sud de l'Europe, tels que l'Italie, le Portugal et la Grèce, ont également été fortement touchés. À l'inverse, des pays comme l'Autriche et l'Allemagne sont parvenus à limiter les effets de la crise. L'Allemagne, notamment grâce à son système dual de formation et d'apprentissage, a facilité l'insertion des jeunes sur le marché du travail, maintenant le taux de chômage des jeunes en dessous de 8 %.

Afin de faire face à cette situation, l'Union européenne a lancé en 2013 la Garantie pour la jeunesse, une initiative visant à assurer que tous les jeunes de moins de 25 ans reçoivent une offre concrète d'emploi, de formation ou de stage dans les quatre mois suivant la fin de leurs études ou la perte d'un emploi. En Espagne, cette initiative s'est traduite par la mise en œuvre de la Stratégie pour l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes (2013–2016), financée par le Fonds social européen, qui combine formation professionnelle et soutien à l'insertion sur le marché du travail. Ce programme a permis à de nombreux jeunes d'accéder à des opportunités d'emploi ou de formation, améliorant ainsi leurs perspectives professionnelles. Toutefois, la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse a été inégale selon les pays européens : tandis que certains ont réussi une intégration rapide sur le marché du travail, d'autres ont connu une application lente et excessivement bureaucratique.

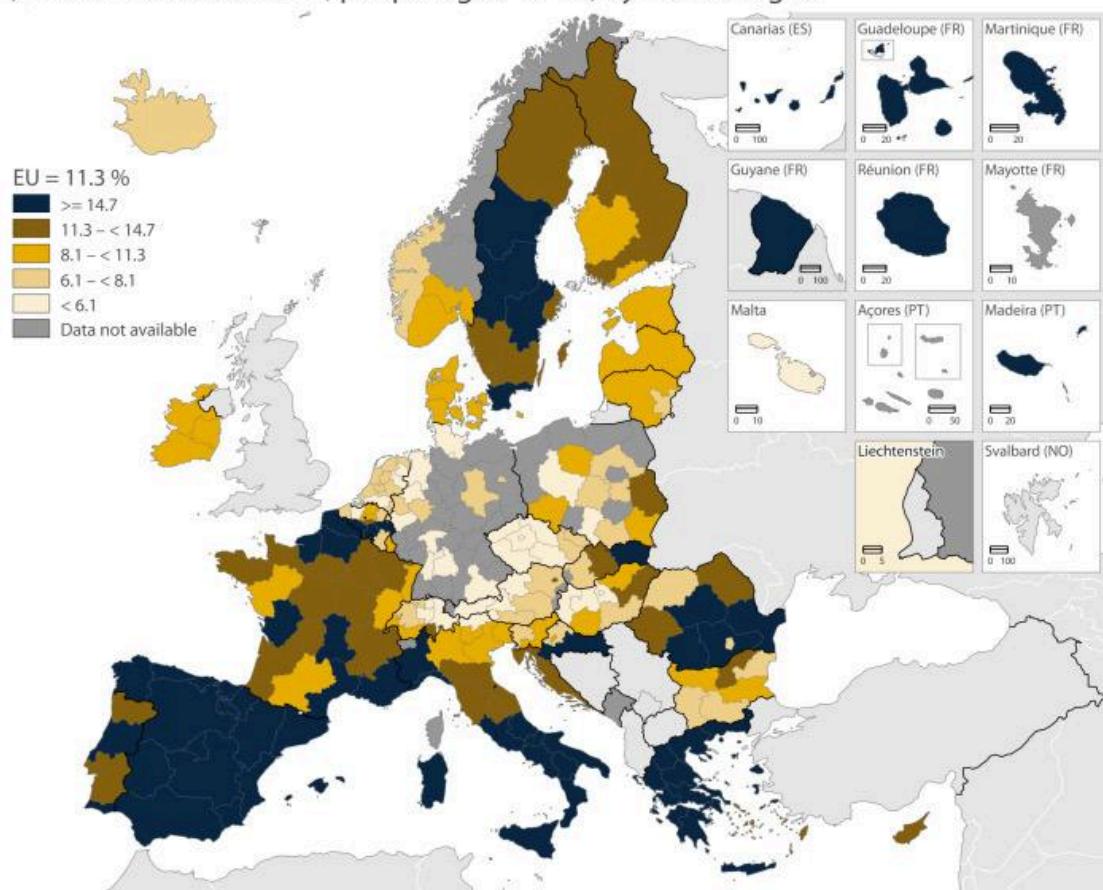
En complément de la Garantie pour la jeunesse, l'Union européenne a renforcé les programmes de mobilité tels qu'*Erasmus+*, qui permet aux jeunes d'étudier, de se former ou d'effectuer des stages dans d'autres pays européens. Ce programme vise à favoriser l'acquisition d'une expérience internationale ainsi que de compétences professionnelles et personnelles, facilitant ainsi l'intégration des jeunes sur le marché du travail européen. Par exemple, un étudiant espagnol peut effectuer un stage en Allemagne ou en Suède et y acquérir des compétences recherchées, augmentant ainsi ses chances de trouver un emploi correspondant à son profil. Par ailleurs, *Erasmus+* encourage la coopération entre les établissements d'enseignement et les entreprises, créant des liens qui rapprochent la formation du monde professionnel et rendent la transition vers l'emploi plus fluide pour les jeunes.

Le Fonds social européen finance également des projets destinés à améliorer la formation et l'employabilité des jeunes. Entre 2010 et 2020, de nombreux pays européens ont bénéficié de soutiens pour mettre en place des formations professionnelles, des ateliers de compétences numériques et des programmes d'orientation professionnelle. Par exemple, en Espagne et en Pologne, des programmes de formation technologique ont été lancés à destination des jeunes sans emploi, leur permettant d'acquérir des compétences en programmation, en marketing numérique ou en design graphique. Ces projets visent à faciliter l'accès des jeunes à des emplois stables dans des secteurs à forte demande, tout en contribuant à la réduction des inégalités sociales et au renforcement des économies locales.

### C. Le rôle et les défis actuels du travail et de la jeunesse

Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, les jeunes Européens continuent de faire face à des défis importants sur le marché du travail. En 2023, le taux de chômage des jeunes dans l'Union européenne s'élevait à 14,5 %, ce qui constitue une amélioration par rapport aux années précédentes, mais demeure nettement supérieur au taux de chômage moyen, établi à 6,2 %.

**Youth unemployment rate (15-29 years), 2022**  
(in % of the labour force, people aged 15-29, by NUTS2 region)



En Espagne, la situation est encore plus préoccupante. À la fin de l'année 2023, le taux de chômage des jeunes atteignait 11,8 %, soit près du double de la moyenne de l'Union européenne. En outre, 17 % des jeunes Espagnols âgés de 18 à 24 ans ne sont ni en emploi ni en formation, un chiffre supérieur à la moyenne de l'OCDE (organisation internationale réunissant des pays afin de coordonner les politiques économiques et sociales, de promouvoir le bien-être et de partager les bonnes pratiques en faveur du développement durable).

Ces données reflètent une réalité complexe : bien que des politiques et des programmes existent pour améliorer l'emploi des jeunes, des obstacles structurels persistent, tels que le manque d'expérience professionnelle et/ou l'insuffisance de formation en compétences numériques, la rigidité du marché du travail ainsi que la précarité de nombreux emplois disponibles.

Il est essentiel que le Conseil de la jeunesse reconnaisse ces défis et agisse en conséquence. La participation active des jeunes à la conception et à l'évaluation des politiques publiques est cruciale pour garantir que les solutions mises en place soient efficaces et répondent aux besoins réels de ce groupe.

L'engagement du Conseil de la jeunesse est non seulement important, mais également urgent. L'intégration pleine et entière des jeunes sur le marché du travail ne constitue pas uniquement un enjeu économique, mais aussi social et politique. Un avenir dans lequel les jeunes ont accès à des emplois dignes et stables est fondamental pour la cohésion sociale et le développement durable de nos sociétés.

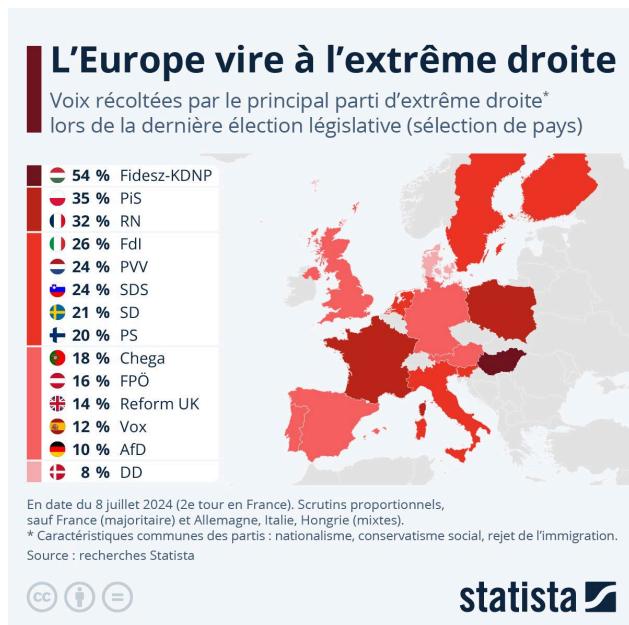
Travailler ensemble afin de surmonter ces défis et de construire un avenir professionnel inclusif et équitable pour les générations futures est la responsabilité de l'ensemble des acteurs concernés, y compris les jeunes, les gouvernements et les institutions européennes.

### III) CONTEXTE POLITIQUE AU NIVEAU EUROPÉEN

#### A Tensions fondamentales du débat politique

L'évolution historique des politiques de jeunesse a façonné un paysage politique contemporain complexe et différencié. Les visions et les intérêts des États membres s'opposent, donnant lieu à des débats intenses au sein du Conseil de l'Union européenne. La recherche de solutions au chômage et à la précarité des jeunes est conditionnée par trois tensions fondamentales.

1. La première tension oppose la solidarité européenne à la souveraineté nationale. Elle découle des divergences politiques entre les États : tandis que certains plaident pour une réponse commune, fondée sur un financement européen fort et partagé, d'autres privilégient le maintien de leurs compétences nationales et défendent l'idée que chaque État doit assumer la responsabilité principale de ses politiques sociales.
2. La deuxième tension concerne l'équilibre entre compétitivité économique et cohésion sociale. Certains acteurs estiment prioritaire de former des jeunes compétitifs et hautement adaptables aux exigences du marché mondial, tandis que d'autres défendent la nécessité de créer en priorité des emplois stables et de qualité, garantissant des droits sociaux et prévenant l'exclusion.
3. La troisième tension réside dans la promotion de la mobilité européenne face au risque de fuite des cerveaux. Bien que la libre circulation constitue un pilier fondamental du projet européen, elle engendre également des effets négatifs. La fuite des cerveaux correspond à la migration de jeunes hautement qualifiés quittant des régions ou des pays offrant peu d'opportunités pour s'installer dans des zones plus prospères, proposant de meilleurs salaires, conditions de travail ou perspectives de carrière. En Europe, ce phénomène entraîne une perte de main-d'œuvre qualifiée et de potentiel d'innovation pour les pays d'origine, tout en renforçant les grands pôles économiques. Il accentue les inégalités entre États et contribue au vieillissement démographique des régions de départ.



Document : illustre la progression électorale des partis d'extrême droite dans plusieurs États membres, un facteur influençant directement les positions politiques au sein du Conseil de l'UE. Ces partis s'opposent généralement à la centralisation des fonds sociaux, compliquant ainsi la mise en œuvre de politiques favorables à la jeunesse.

## B Intérêts nationaux et politiques européennes

La complexité du paysage politique actuel positionne les États de manière différenciée, en fonction de leurs réalités économiques et de leurs modèles sociaux spécifiques. Pour comprendre le fonctionnement du Conseil, il est essentiel d'analyser la manière dont les États membres se positionnent vis-à-vis des initiatives européennes existantes.

Un premier groupe, souvent identifié comme défenseur de la responsabilité nationale, participe aux programmes de soutien à la jeunesse mais insiste sur le fait que leur mise en œuvre doit reposer sur des réformes structurelles nationales. Ces États privilégient la souveraineté nationale et soutiennent les initiatives axées sur l'« employabilité » par l'acquisition de compétences, conformément au Pilier européen des droits sociaux. Toutefois, ils s'opposent généralement à un élargissement du financement communautaire sans évaluation rigoureuse de son efficacité.

Face à ce groupe, se trouve un bloc clairement favorable à une plus grande solidarité et à une harmonisation européenne accrue. Les États confrontés à des taux élevés de chômage et de précarité des jeunes, principaux bénéficiaires du Fonds social européen Plus (FSE+), plaident pour une application plus ambitieuse et mieux financée de la Garantie pour la jeunesse, programme de soutien éducatif et professionnel. Ils s'alignent sur l'objectif du Pilier européen des droits sociaux visant à garantir l'égalité des chances et des conditions de travail équitables.

Dans une position intermédiaire et ambivalente, certains États adoptent une approche pragmatique à l'égard des fonds européens. Bien qu'ils soient bénéficiaires nets des fonds de cohésion, tels que le FSE+, ils restent attachés à leur souveraineté nationale. Leur principale préoccupation concerne la fuite des jeunes talents vers l'Ouest ; leur intérêt se concentre donc sur l'orientation des aides européennes vers des politiques concrètes favorisant la rétention et le retour des jeunes qualifiés.

Enfin, certains pays jouent un rôle de médiateurs. Ils diffusent leurs « bonnes pratiques » et soutiennent des instruments flexibles combinant compétitivité économique et cohésion sociale, conformément aux principes du Semestre européen de coordination des politiques économiques.

Cependant, ces blocs ne sont ni homogènes ni permanents. Des différences apparaissent également sur le plan géographique : au sein du « Sud », la situation de l'Espagne diffère de celle du Portugal ou de la Grèce, et parmi les pays du « Nord », des écarts significatifs existent (entre par exemple les Pays-Bas, le Danemark ou l'Allemagne). Par ailleurs, les tensions entre solidarité et souveraineté se croisent avec d'autres lignes de fracture, notamment l'axe Est-Ouest, marqué par le risque de fuite des talents dans les pays de l'ex-bloc communiste, ainsi que la division entre gouvernements clairement favorables à l'intégration européenne et d'autres plus sceptiques. Ces combinaisons expliquent la variabilité des alliances au sein du Conseil selon les pays.

## C Mesures de l'Union européenne à destination des États membres

L'Union européenne a développé plusieurs instruments pour lutter contre le chômage des jeunes, mais leur mise en œuvre effective dépend largement de la volonté et des capacités de chaque État membre. C'est à ce niveau que s'exprime véritablement le rapport de force politique.

Le Fonds social européen Plus (FSE+) en constitue un exemple emblématique. Il s'agit d'un instrument financier visant à soutenir la formation professionnelle, l'insertion des jeunes sur le marché du travail et à faciliter leur mobilité au sein de l'Europe. Si un consensus existe sur la nécessité de ressources financières, les désaccords portent sur les modalités d'utilisation des fonds. Les pays du Sud, comme l'Espagne, demandent davantage de flexibilité afin de pouvoir agir rapidement et à grande échelle. À l'inverse, les pays du Nord, tels que les Pays-Bas, préfèrent maintenir des règles strictes et exiger des résultats concrets avant d'accroître les financements. Il s'agit d'une opposition classique entre urgence et contrôle.

La Garantie pour la jeunesse constitue un autre pilier majeur des politiques européennes. Créée pour garantir que tout jeune de moins de 30 ans reçoive, dans un délai maximal de quatre mois après la fin de ses études ou la perte de son emploi, une offre d'emploi, de formation, de stage ou de formation continue, elle bénéficie d'un soutien officiel unanime. Toutefois, elle demeure un sujet controversé. Pour des pays comme l'Italie ou la Grèce, elle devrait constituer un droit automatique, assorti d'un financement européen stable et à long terme. Pour d'autres, comme la Suède ou le Danemark, il s'agit d'un programme parmi d'autres, qui doit entrer en concurrence avec d'autres priorités et démontrer chaque année son efficacité.



Enfin, le Semestre européen est un mécanisme qui évalue annuellement la situation socio-économique de chaque État membre, identifie les déséquilibres et formule des recommandations spécifiques. Il invite par exemple l'Allemagne à faciliter l'accès des jeunes au logement afin de favoriser leur autonomie, l'Espagne à réduire la temporalité des contrats de travail, et la Pologne à investir davantage dans la rétention de ses jeunes talents. Toutefois, ces recommandations ne sont pas contraignantes : en définitive, chaque gouvernement agit en fonction de ses capacités ou de ses priorités politiques.

## IV) DYNAMIQUES STRATÉGIQUES POUR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

### A. Défis démographiques et fracture générationnelle en Europe

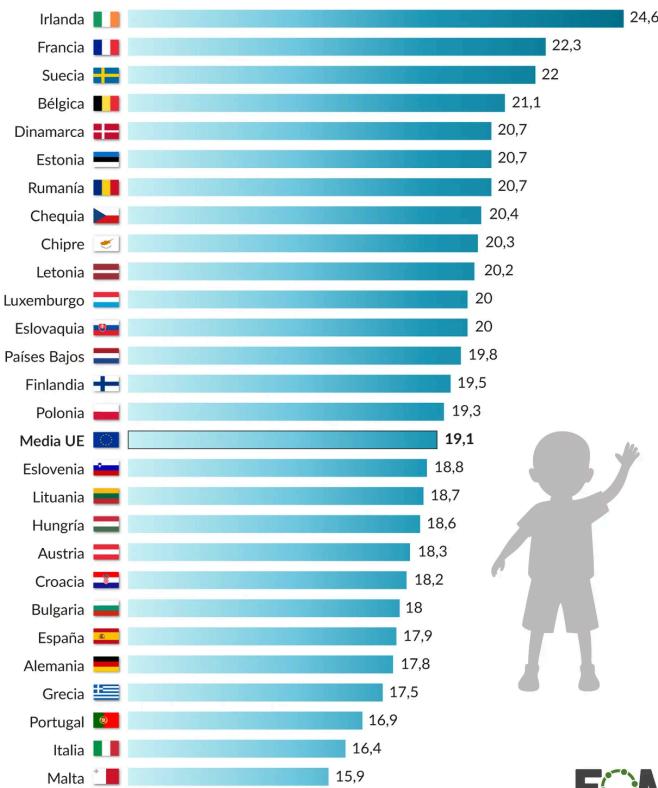
L'Europe est confrontée à une transformation démographique sans précédent qui reconfigure ses structures sociales, économiques et politiques. Le vieillissement de la population, la baisse de la natalité et la fracture générationnelle sont des facteurs qui affectent profondément le présent et l'avenir des nouvelles générations, conditionnant leur accès à l'emploi, au logement et au bien-être général. Plus la population âgée augmente, plus les fonds communs sont mobilisés par l'État pour les retraites et la santé, ce qui réduit considérablement le budget destiné aux politiques favorisant l'insertion des jeunes sur le marché du travail, telles que les formations, l'innovation ou l'amélioration de la mobilité. Par ailleurs, dans de nombreux secteurs, les travailleurs âgés sont contraints de prolonger leur carrière en raison du recul de l'âge de départ à la retraite, occupant plus longtemps les postes stables et créant ainsi des marchés moins dynamiques et moins ouverts aux jeunes travailleurs.

La population de l'Union européenne s'élève actuellement à environ 741,6 millions de personnes. Cependant, le taux de fécondité moyen se situe à 1,52 enfant par femme, bien en dessous du niveau de remplacement générationnel, fixé à 2,1 enfants par femme. En Espagne, ce seuil est aujourd'hui inatteignable et n'a pas été atteint depuis 1980. Cette tendance aura des conséquences profondes à long terme : sans apport migratoire, la population de l'UE pourrait tomber à 295 millions d'habitants d'ici 2100, soit une diminution de 33 % par rapport à aujourd'hui.

Le vieillissement est déjà une réalité tangible. En 2022, 21,1 % de la population européenne avait 65 ans ou plus, et ce groupe devrait représenter 31,3 % de la population avant la fin du siècle. Cette évolution affecte directement la soutenabilité des systèmes de retraite, la demande de services de santé et la nécessité d'adapter le marché du travail à une population active vieillissante. De plus, entre 2005 et 2030, on estime une diminution de 20,8 millions de personnes en âge de travailler (15-64 ans), aggravant le déséquilibre entre actifs et inactifs.

Face à la baisse de la natalité et au vieillissement de la population, la migration a joué un rôle d'amortisseur, évitant un déclin encore plus rapide de la population active. Cependant, il ne s'agit pas d'une solution définitive. Si l'immigration peut contribuer à rajeunir le marché du travail, son impact doit être accompagné de politiques d'intégration efficaces, d'opportunités éducatives et professionnelles, ainsi que de cadres normatifs stables facilitant l'inclusion pleine et entière des migrants dans la société.

Menores de 18 años (% de la población, 2023)

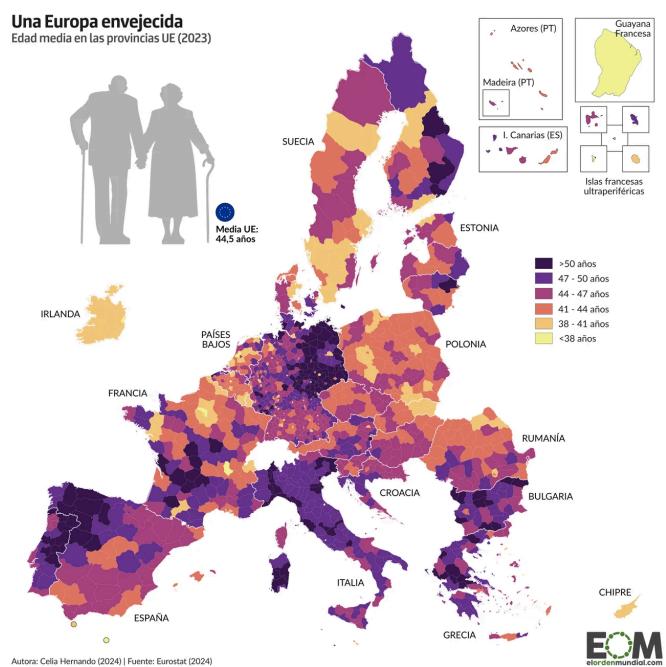


Autora: Celia Hernando (2024) | Fuente: Eurostat (2024)



Una Europa envejecida

Edad media en las provincias UE (2023)



En effet, la Commission européenne estime que, sans politiques actives, l'UE perd environ un million de travailleurs chaque année en raison du changement démographique. C'est pourquoi les États membres du Conseil européen sont amenés à mettre en place des voies légales de migration ainsi que des stratégies intégrées d'insertion professionnelle et sociale.

Le vieillissement de la population n'affecte pas seulement le nombre de personnes âgées ; il creuse également l'écart croissant entre les générations. Les plus jeunes rencontrent des obstacles importants pour accéder à l'emploi en raison de l'expérience déjà acquise par les plus âgés, qu'ils doivent encore développer eux-mêmes, ainsi que des difficultés liées au logement et à l'indépendance économique. L'un des indicateurs les plus pertinents est le taux de jeunes NEET (ni en emploi, ni en études, ni en formation) : en 2022, ce taux s'élevait à 11,7 % pour les jeunes de 15 à 29 ans, étant plus élevé chez les femmes (13 %) que chez les hommes (10,5 %). Le chômage des jeunes reste ainsi durablement élevé. Bien qu'il ait diminué depuis les pics de la crise financière (24,4 % en 2013), il se situait

encore autour de 15 % en 2024, ce qui signifie que les jeunes ont 2,7 fois plus de chances d'être au chômage que le reste de la population. Ce phénomène entraîne frustration, perte de capital humain et accroissement du risque d'exclusion sociale.

Il convient également de souligner que les jeunes femmes sont confrontées à des défis spécifiques liés à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. L'emploi à temps partiel, l'interruption de carrière pour maternité et la discrimination salariale accentuent les inégalités entre les sexes. En 2018, seulement 52,4 % des femmes âgées de 55 à 64 ans étaient actives sur le marché du travail, contre 65,4 % des hommes, en grande partie en raison de leur implication dans les soins familiaux. On estime en effet que 80 % des soins non professionnels en Europe sont assurés par des femmes.

La réponse européenne à ces défis doit être ambitieuse, cohérente et coordonnée. Des initiatives telles que la Garantie pour la jeunesse (*Youth Guarantee*) et le Cadre européen pour la qualité des emplois pour les jeunes constituent des avancées importantes, mais elles doivent être accompagnées de réformes structurelles dans les systèmes éducatifs, fiscaux et de protection sociale.

Le Conseil de l'UE sur la jeunesse et le travail a la responsabilité de promouvoir des politiques de conciliation, de soutien aux familles, d'intégration professionnelle des jeunes, d'investissement dans les compétences numériques et de durabilité intergénérationnelle. Ce n'est que par une approche stratégique et inclusive qu'il sera possible de garantir aux nouvelles générations un espace juste et durable au sein du projet européen.

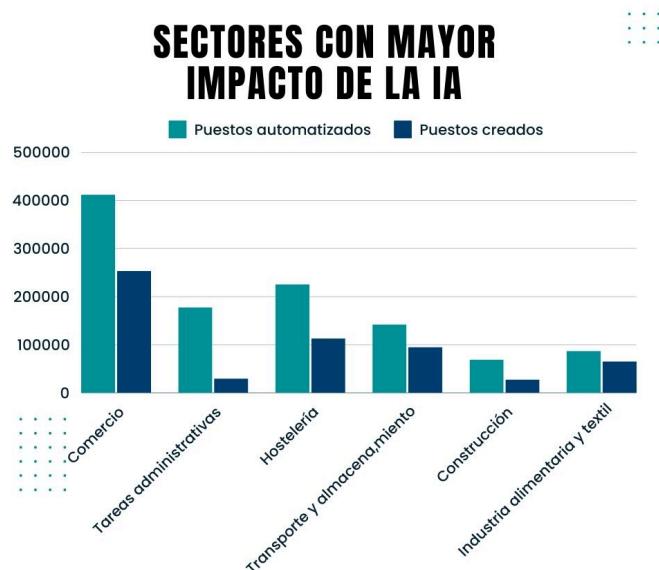


## B. Transition numérique et impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi des jeunes

La transition numérique et l'essor de l'intelligence artificielle (IA) transforment le paysage de l'emploi en Europe, avec des effets particulièrement intenses pour les générations émergentes. Si de nouvelles opportunités apparaissent, les jeunes doivent également faire face à des défis inédits liés à l'automatisation, aux compétences numériques et à l'accès équitable aux technologies.

Une étude Eurobaromètre menée par la Commission européenne en 2024, portant sur plus de 26 000 citoyens de tous les États membres, révèle que 66 % des personnes en emploi considèrent que les technologies numériques, y compris l'IA, ont un impact positif sur leur travail, et que 62 % évaluent favorablement leurs effets sur l'économie et la qualité de vie.

Selon le *Global AI Employment Barometer 2025* de PwC, les secteurs les plus exposés à l'IA ont connu une croissance des revenus par employé pouvant atteindre trois fois celle des autres secteurs, ainsi qu'une augmentation salariale de 56 % pour les professionnels disposant de compétences en IA, comparativement à ceux effectuant le même travail sans ces compétences.



D'autres estimations de PwC indiquent que, dans les secteurs les plus exposés à l'IA, la productivité a été multipliée par 4,8, et que les attentes salariales des dirigeants reflètent une amélioration de la rentabilité (46 %) et des revenus (41 %) pour les entreprises adoptant ces technologies. En Espagne, 56 % des

organisations déclarent déjà bénéficier économiquement de l'utilisation de l'IA et 77 % reconnaissent une amélioration de la productivité, avec un impact économique moyen annuel supérieur à 6,2 millions d'euros par entreprise.

L'avancée numérique exige de nouvelles compétences que de nombreux jeunes ne possèdent pas encore. En Espagne, près de 49 % des travailleurs reconnaissent des lacunes en matière de compétences liées à l'IA, contre 41 % en moyenne dans l'UE. Par ailleurs, 62 % des Espagnols estiment que leur employeur ne leur fournira pas la formation adéquate, contre 44 % dans l'ensemble de l'UE.

Selon le rapport du CEDEFOP, dont la mission est de définir les politiques permettant aux travailleurs d'acquérir les compétences optimales, seulement 15 % des travailleurs ont suivi une formation liée à l'IA au cours de la dernière année, bien que 42 % reconnaissent la nécessité d'améliorer leurs connaissances. L'adoption de l'IA dans l'emploi concerne déjà 28 % des travailleurs européens, même si des disparités significatives existent entre les pays.

Bien que les données spécifiques à l'UE fassent encore défaut, des études menées dans des contextes tels que les États-Unis indiquent que l'IA impacte davantage les jeunes diplômés dans les secteurs fortement automatisés : le chômage des jeunes y a augmenté de 5,8 %, car de nombreux postes de niveau initial consistent en tâches répétitives que l'IA peut réaliser plus efficacement.

Par ailleurs, pour chaque emploi détruit par l'automatisation, entre 1,77 et 4 nouveaux postes sont créés, selon les données de l'OIT (Organisation internationale du travail), le principal problème étant souvent l'absence de travailleurs disposant de la formation adéquate pour les occuper.

Malgré ces défis, l'IA ouvre également de nouvelles voies d'innovation. L'émergence d'emplois liés à l'IA s'accompagne d'une préférence croissante pour le recrutement basé sur les compétences plutôt que sur les diplômes académiques. Une étude au Royaume-Uni montre qu'entre 2018 et 2024, la demande de postes liés à l'IA a augmenté de 21 %, tandis que l'intérêt pour les formations universitaires a diminué de 15 %, illustrant un recrutement plus pragmatique et flexible.

Par ailleurs, l'IA accroît la demande de compétences complémentaires telles que l'alphabétisation numérique, le travail en équipe et la résilience. L'effet complémentaire de ces compétences est jusqu'à 50 % supérieur à l'effet de substitution, ce qui signifie que, globalement, l'IA stimule la demande d'un capital humain plus diversifié et mieux formé.

Cependant, d'importantes inégalités persistent : à l'échelle mondiale, seulement 22 % des professionnels de l'IA sont des femmes, et de nombreux systèmes et algorithmes présentent des biais sexistes qui renforcent les inégalités.

## V) CONCLUSION

Après avoir examiné l'évolution historique, le contexte politique et les défis actuels du **Conseil de l'UE sur la jeunesse et le travail qui se tiendra en mars 2026**, il apparaît que cet organe joue un rôle clé dans l'articulation de politiques qui affectent directement la vie de millions de jeunes et de travailleurs européens. Il ne s'agit pas seulement de créer des programmes ou des stratégies, mais de construire un projet commun qui écoute, représente et responsabilise les nouvelles générations dans un contexte de plus en plus incertain et changeant.

Au cours des dernières décennies, la jeunesse a dû affronter une succession de crises économiques, sociales, climatiques et technologiques qui ont profondément marqué son accès à l'emploi et sa confiance dans l'avenir. Face à ces défis, le Conseil a tenté d'être un espace de rencontre et de réponse, même si de nombreuses solutions restent à trouver.

Répondre à la question « comment l'Union européenne peut faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, tout en promouvant la mobilité, l'inclusion et l'innovation sociale » implique d'adopter une vision plus large et engagée. Cela passe, d'une part, par le renforcement des politiques actives de l'emploi, qui préparent non seulement les jeunes aux métiers du présent et du futur, mais leur offrent également des conditions dignes, stables et significatives. D'autre part, il est fondamental de faire en sorte que la mobilité européenne, via Erasmus+, EURES (Services européens pour l'emploi) ou le Corps européen de solidarité, ne soit pas un privilège, mais une réelle opportunité pour tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale ou territoriale.

De plus, l'innovation sociale doit occuper une place centrale : soutenir les initiatives juvéniles, les projets collectifs et l'économie sociale. Mais surtout, il est nécessaire de changer de perspective : cesser de considérer les jeunes uniquement comme de « futurs travailleurs » ou des statistiques de chômage, et commencer à les reconnaître comme des citoyens à part entière, porteurs d'idées, de talents et d'une immense capacité à transformer la société.

En définitive, si l'Europe souhaite se construire comme une communauté véritablement solidaire envers les jeunes et les travailleurs, elle doit le faire **avec eux**, sans les laisser en marge. Le Conseil de l'UE sur la jeunesse et le travail, à condition de rester dynamique, inclusif et véritablement ouvert au dialogue, peut devenir l'un des leviers les plus puissants pour construire une Europe où les jeunes trouvent non seulement des opportunités, mais aussi un espace pour transformer et donner sens à l'avenir commun de notre société.

Dans le même temps, ce **Conseil de l'UE sera confronté à des questions de fond qui ne peuvent être résolues uniquement par les programmes existants**. L'Union doit-elle avancer vers un véritable « European Youth Employment Act », qui

transforme en droits exigibles les garanties aujourd’hui principalement recommandées, comme la Garantie pour la jeunesse ? Jusqu’où les États membres sont-ils prêts à céder des marges budgétaires et réglementaires pour financer de manière stable des politiques communes en faveur de la jeunesse ? Enfin, comment équilibrer mobilité et innovation avec cohésion territoriale, afin d’éviter que l’intégration européenne ne se traduise par une nouvelle « fracture générationnelle » et géographique entre jeunes du Nord et du Sud, de l’Est et de l’Ouest, ou par une fuite des talents vers les pays les plus attractifs ? Ces tensions structurelles influenceront inévitablement les débats des 27 États membres au sein du Conseil de l’UE sur la jeunesse et le travail.

## VI) BIBLIOGRAPHIE

- [https://es.wikipedia.org/wiki/Unión\\_Europea](https://es.wikipedia.org/wiki/Unión_Europea)
- <https://elpais.com/buscador/union%20europea%20juventud%20y%20trabajo/>
- <https://european-union.europa.eu/>
- [https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/achievements\\_fr](https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/achievements_fr)
- [https://youth.europa.eu/youthweek\\_en](https://youth.europa.eu/youthweek_en)
- [https://employment-social-affairs.ec.europa.eu/policies-and-activities/eu-employment-policies/youth-employment-support/reinforced-youth-guarantee\\_fr](https://employment-social-affairs.ec.europa.eu/policies-and-activities/eu-employment-policies/youth-employment-support/reinforced-youth-guarantee_fr)
- <https://fr.statista.com/infographie/17834/resultats-partis-extreme-droite-europe-dernieres-elections-legislatives-suffrages-exprimés/>
- <https://epale.ec.europa.eu/es/content/el-impacto-de-la-inteligencia-artificial-en-el-empleo-y-las-habilidades-laborales-en-europa?>
- <https://elordenmundial.com/mapas-y-graficos/el-mapa-del-envejecimiento-en-la-unión-europea/>
- <https://www.dw.com/es/empleo-inmigrante-en-la-ue-alcanza-niveles-de-r%C3%A9cord-seg%C3%A9n-BAn-un-estudio/a-73307055>
- <https://www.elmundo.es/economia/2023/09/22/650db0a521efa0007c8b45a6.html>
- <https://elordenmundial.com/mapas-y-graficos/países-población-joven-unión-europea/>
- <https://www.pwc.es/es/consultoria/inteligencia-artificial/ai-jobs-barometer-2025.html>
- <https://www.cedefop.europa.eu/fr/about-cedefop>
- [https://employment-social-affairs.ec.europa.eu/policies-and-activities/eu-employment-policies/youth-employment-support/reinforced-youth-guarantee\\_en](https://employment-social-affairs.ec.europa.eu/policies-and-activities/eu-employment-policies/youth-employment-support/reinforced-youth-guarantee_en)
- <https://www.consilium.europa.eu/es/policies/european-social-fund-plus/>